

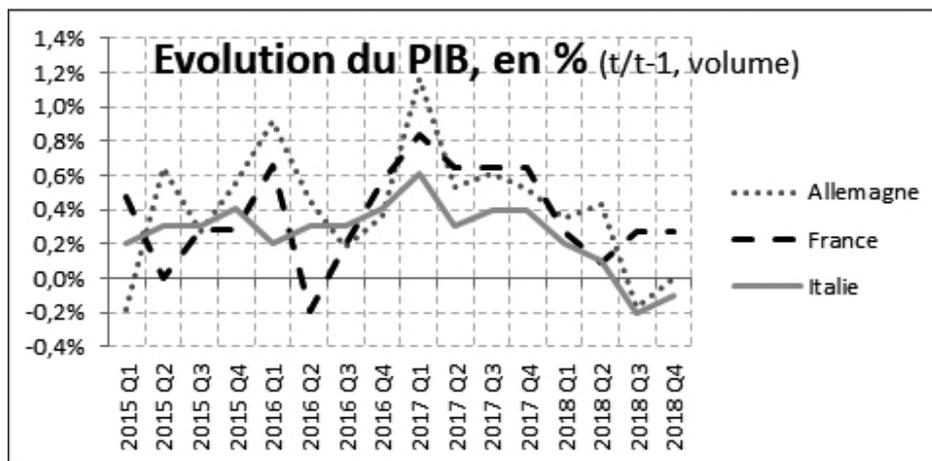
Croissance et conjoncture : France, Allemagne et quelques autres

Frédéric Boccaro

- D'un côté résultat négatif des luttes sociales des gilets jaunes, de l'autre résultat positif de la réponse gouvernementale à ces luttes, la conjoncture économique est mise à toutes les saucées de la démagogie du discours gouvernemental. Pourtant, la réalité des statistiques, par delà même les limites idéologiques de leur construction, montre que les évolutions constatées des grands agrégats économiques et sociaux du pays résultent avant tout des effets telluriques profonds de la crise financière de 2007-2009 et de l'insuffisance des réponses que les gouvernements successifs lui ont apporté ; et ce jusque aujourd'hui.

Le retournement de conjoncture à la baisse date du début 2017

La conjoncture se retourne à la baisse depuis le début de 2017 en Europe, avec un ralentissement parfaitement identifiable, depuis le 2^e trimestre de 2017, aussi bien en Allemagne, qu'en Italie ou en France (cf. graphique qui montre les évolutions trimestrielles du PIB en %).



Source : Comptes nationaux, base 2010, publiés par les Instituts nationaux, via Eurostat.

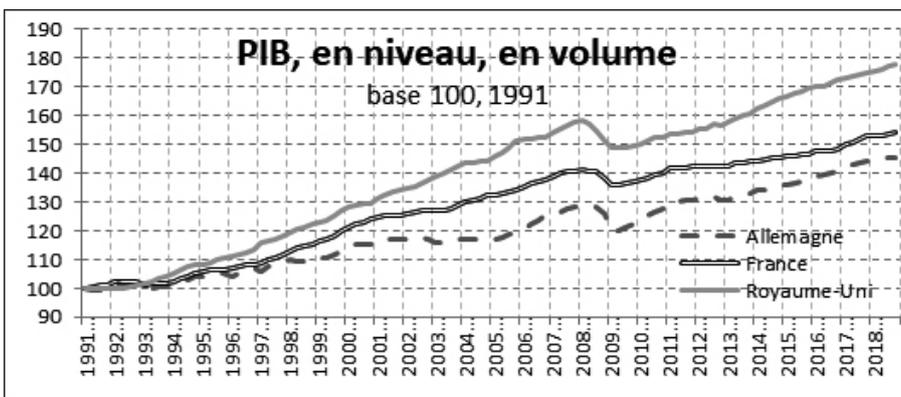
Fin 2018 : Récession en Italie et Allemagne, pas encore en France

Fin 2018, on enregistre une récession en Italie (2 trimestres négatifs) et une quasi-récession en Allemagne (1 trimestre négatif, 1 trimestre nul), mais pas en France. Cette différence témoignerait de (1) la dépendance plus forte des deux premiers pays aux exportations, fortement affectées par la guerre économique (avec les USA notamment) (2) l'austérité beaucoup plus forte en Italie et l'importance des dépenses sociales et publiques en France (3) l'importance excessive de l'automobile (diesel) en Allemagne. La France est loin d'être à l'abri : ces deux récessions vont bientôt se répercuter sur elle. (4) Pour l'heure, les quelques gains arrachés par la lutte des gilets jaunes soutiennent transitoirement la croissance, de plus, l'économie française est un peu moins dépendante des exportations que l'économie allemande (30 % du PIB contre 47 % du PIB).

11,7 milliards pour les Gilets jaunes ? 60% par transfert entre ménages et par déficit

Grâce au mouvement des gilets jaunes quelques mesures correctives ont été prises : annulation de la hausse de la TICPE, de celle de la CSG sur les retraités, prime d'activité (payée par transfert entre ménages). Au final, selon les estimations de l'OFCE, les mesures budgétaires soutiendraient le pouvoir d'achat des ménages des moins aisés à hauteur de 11,7 milliards d'euros, dont 2,8 milliards par transfert entre les ménages, 4,3 milliards financés par un déficit social ou budgétaire. Elles permettraient, d'après l'OFCE, un gain d'activité, à court terme, de l'ordre de 0,5 point de Pib mais pèseraient sur les déficits publics et sociaux, qui atteindraient 3,2 % du Pib, tandis que la dette passerait à 98,6 % du Pib en 2019.

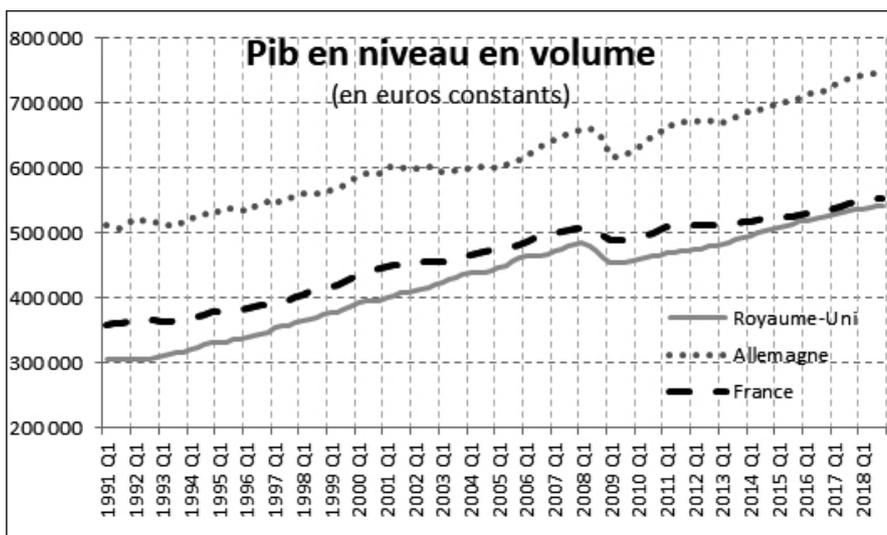
Sur longue période (depuis 1991), croissance plus vigoureuse en France qu'en Allemagne



Source : Comptes nationaux, base 2010, publiés par les Instituts nationaux, via Eurostat.

Sur longue période, si on prend comme point de départ le niveau de PIB de 1991, la croissance française a été plus vigoureuse qu'en Allemagne, en volume (= euros constants, éliminant les effets de l'inflation). Celle du Royaume-Uni a été encore plus vigoureuse. La différence France/Allemagne s'est surtout jouée durant la réunification allemande.

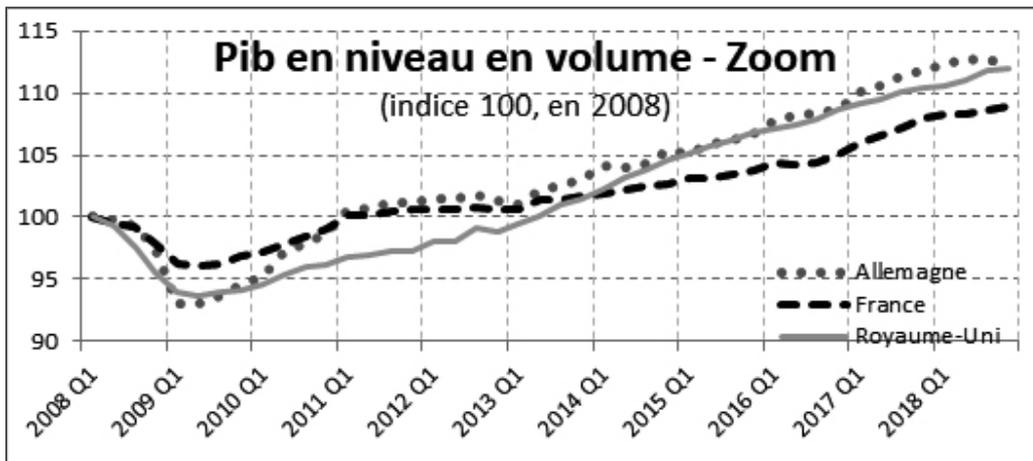
Mais depuis 2012, après la crise de 2008-2009, la France prend un fort retard de croissance par rapport à l'Allemagne ou au Royaume-Uni



Source : Comptes nationaux, base 2010, publiés par les Instituts nationaux, via Eurostat.

Depuis 2012, l'écart se creuse en défaveur de la France. Au total depuis la crise financière, la France a pris un retard de croissance marqué sur l'Allemagne, perdant environ la moitié de l'écart « gagné » de 1991 à 2008. Ceci, bien qu'en 2009 la France n'a pas du tout connu une récession aussi négative qu'en Allemagne. L'écart s'est joué particulièrement à partir de 2012, au cœur de la crise des dettes publiques en Europe (et avec le quinquennat Hollande). Le « zoom » le montre bien.

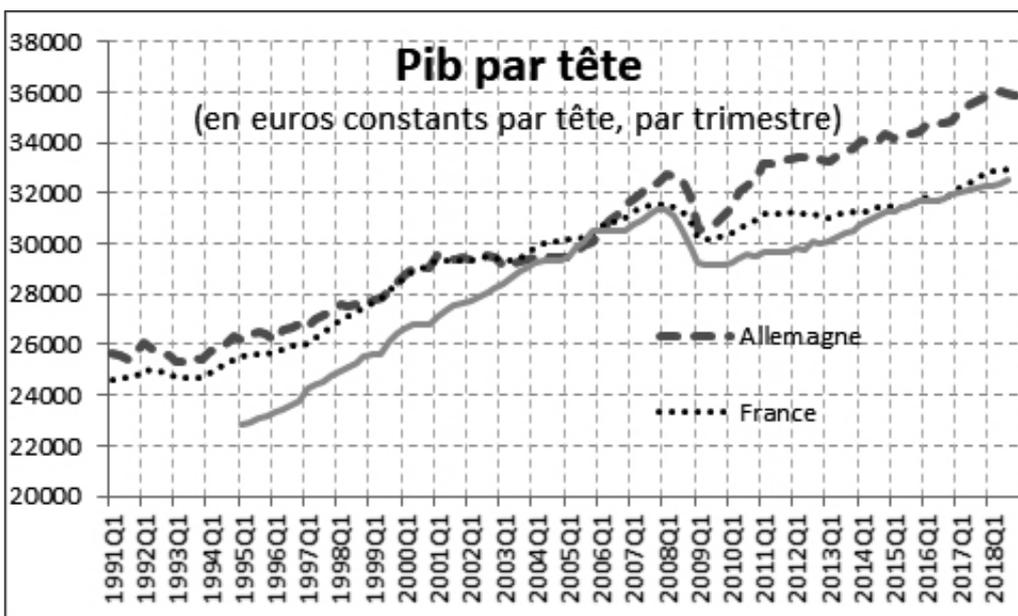
Un Royaume-Uni relativement dynamique



Source : Comptes nationaux, base 2010, publiés par les Instituts nationaux, via Eurostat.

En zoomant sur la période récente, frappe aussi la croissance vigoureuse du Royaume-Uni, particulièrement depuis les années 2014-2015. Une vigueur qui, pour l'instant, semble se maintenir.

Une quasi-stagnation du PIB par tête en France très inquiétante

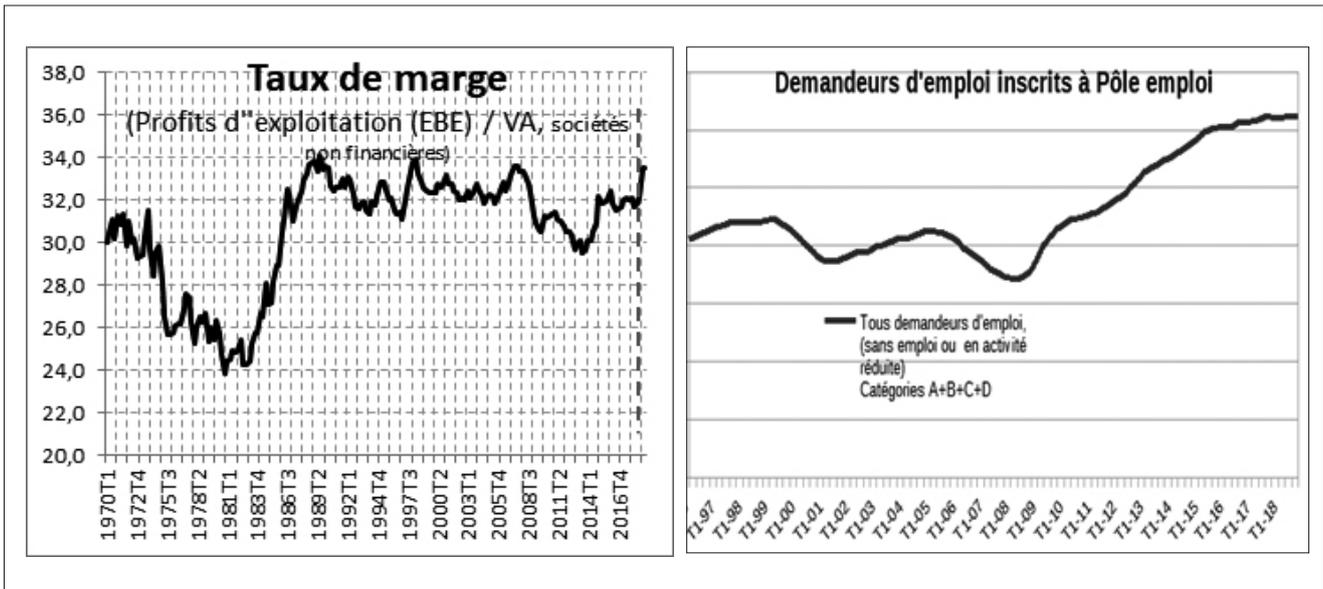


Source : Comptes nationaux, base 2010, publiés par les Instituts nationaux, via Eurostat.

Le niveau du PIB par tête en volume (euros constants) est un meilleur indicateur des richesses créées en France. Il rapporte en effet celles-ci au nombre d'habitants. Il est plus proche d'un ressenti social. Or, il stagne très nettement de 2011 à 2015. Ainsi, après avoir été comparable au niveau allemand, il ne se redresse plus et devient semblable au niveau britannique... En volume, il ne dépasse son niveau d'avant-crise financière qu'à partir de 2016-2017, avec aujourd'hui un peu plus de 132 000 euros constants (valeur de 2010) par personne et par an. Lorsqu'on sait les efforts endurés ces dernières années par quasiment tout le monde, hormis quelques « ultra-riches », efforts financiers humains (travail,...), privations, on comprend mieux la colère actuelle et le soutien aux Gilets jaunes.

Un PIB empoisonné et pollué par la précarité et la recherche du taux de profit maximal

Au total, si l'évolution du PIB permet de voir un certain nombre de choses, elle ne traduit pas d'une part l'opposition entre profits et salaires ou dépenses publiques, y compris les inégalités croissantes que cela recouvre mais aussi l'insuffisance majeure de « dépenses de développement » des entreprises et leur déséquilibre de contenu (insuffisance d'investissements immatériels, tels les dépenses de formation, de recherche, d'augmentation des salaires) ou pour les services publics, ou encore la façon dont le coût du capital et la financiarisation est une cause majeure des difficultés. Même si la comptabilité nationale, dont est issue le PIB, est nécessaire pour évaluer ces différents aspects.



La comptabilité nationale ne traduit pas non plus le fait que la crise écologique s'approfondit : il n'est pas normal – ni fatal – que lorsque la croissance augmente les émissions de CO₂ se remettent à augmenter (de 1,1 % par an en moyenne depuis 2015), de même que l'artificialisation des sols. Elle ne traduit pas enfin la profonde dégradation de la situation du point de vue de l'emploi et du chômage, avec un nombre de chômeurs qui semble diminuer (-0,3 %), mais en grande partie parce que les emplois sont de plus en plus mités et « intermittents » (+0,4% de personnes en activité réduite, qui sont à présent 2,5 millions) comme le montre le record du nombre d'inscrits à Pôle emploi (plus de 6 millions, soit 2,5 millions de plus qu'en 2008).

